Des réfugiés comme hôtes

PAYS BASQUE L'État demande au territoire de prendre sa part dans l'accueil des migrants « calaisiens ». Il cible plusieurs communes parmi lesquelles Urrugne présente le profil idéal

p.penin@sudouest.fr

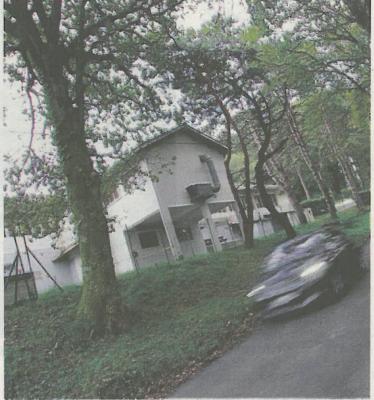
hait de l'État. Ce dernier entend dé tre autres », insiste le directeur. manteler « la jungle » aux 9 000 personnes chassées de leur pays par la «Mise à l'abri» guerre et souvent la misère. Il a défini Lundi, en mairie d'Urrugne, il était est à Urrugne, qui répond aux critè-

Hieraprèsmidi, Franck Hourmats'y trouvait. Le directeur départemental de la cohésion sociale visitait la colonie nance du Pas-de-Calais. «C'est encore Dans les CAO, les hôtes font l'objet une hypothèse de travail, nous n'en d'une prise en charge sanitaire et so-

sommes pas à la décision », nuance Franck Hourmat. « Toutes les communes qui ont des centres de vacane Pays basque participera à l'ef-ces nous intéressent, nous examifort de solidarité qui consiste à nons ce patrimoine. » Les services de L'accueillir des migrants pour l'État ont par exemple lorgné des l'heure englués à Calais, C'est le sou-structures à Bidart ou Guéthary, «En-

164 sites à travers la France suscepti- aux côtés la sous-préfète de Bayonne bles de recevoir des réfugiés. Plusieurs Catherine Seguin pour exposer le prose trouvent au Pays basque. L'un d'eux jet aux élus locaux. Dans la commune de 9 000 âmes pourrait donc ouvrir res d'un accueil dans de bonnes con-un « centre d'accueil et d'orientation » (CAO) pour des « hommes isolés » de 25 à 40 ans. Peut-être quelques familles également.

Au niveau national, l'État a défini Poste (ex PTT), située à proximité de strictement limitée à la période du la chapelle Notre-Dame-de-Socorri. 15 octobre au 31 mars. Amplitude cen-Avec ses huit bâtiments chauffés, son sée respecter l'activité saisonnière des terrain de foot, son fronton, son missites de vacances retenus, «ÀUrrugne, nigolf et sa salle commune, elle pour- La Poste veut récupérer les lieux au rait recevoir 75 migrants en prove- 15 mars », illustre Franck Hourmat.



La colonie d'Urrugne offre 8 bâtiments chauffés. PHOTO ARNAUD DEJEANS

commencés dans des pays comme l'Afghanistan, la Syrie, l'Érythrée, le Ou demander l'asile à la France. «L'ex- jetées.

de vacances de l'association Avea La une durée maximale de mobilisation ciale. « C'est une mise à l'abri » Un répérience montre que 80 % demanpit dans des itinéraires chaotiques. dent l'asile. » Ceux-là sont orientés pour réfléchir à la suite de chemins dans des centres d'accueil spécifiques (1), le temps que l'Office français de protection des réfugiés et apatri-Soudan, l'Irak... L'État leur propose des (Ofpra) instruise leur requête. En deux options: regagner le pays d'ori- 2015, environs les trois-quarts des gine dans le cadre de l'aide au retour. 80 000 demandes visées ont été re-

L'accueil des migrants est un suiet ultrasensible, hystérisé par des débats préélectoraux de basse altitude. Les autorités savent quelles marchent sur des œufs. L'exemple de Baigorri qui avait reçu avec un rare volontarisme et une grande sérénité 49 réfugiés l'année dernière, reste l'exception. C'est la frilosité qui domine dans les communes, pour user d'un euphémisme caressant. « Je suis un optimiste».souritFranckHourmat.«Notre volonté est de consulter les élus locaux de répondre à leurs questions, de prendre le temps de la pédagogie.»

L'État leur garantit une prise en charge « à 100 % » des coûts de l'hospitalité. Une présence permanente de professionnels à la fois sociaux et de la sécurité auprès des réfugiés. Autre assurance au Pays basque: la prise en main des opérations par Atherbea, opérateur au savoir-faire respecté. L'association a chapeauté l'expérience modèle de Baigorri. Le directeur départemental sait combien l'investissement bénévole local avait contribué à ce succès. «Ce type de soutien sera le bienvenu cette fois encore. » Peut-être à Urrugne, qui semble donc tenir la corde. Une chose est certaine, l'État consulte, discute, mais n'a juridiquement besoin d'aucun accord des élus locaux pour ouvrir un CAO dans une commune.

(1) Centre d'accueil de demandeurs d'asile.